

C-26

Second Session, Thirty-sixth Parliament,
48-49 Elizabeth II, 1999-2000

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-26

An Act to amend the Canada Transportation Act, the Competition Act, the Competition Tribunal Act and the Air Canada Public Participation Act and to amend another Act in consequence

First reading, February 17, 2000

C-26

Deuxième session, trente-sixième législature,
48-49 Elizabeth II, 1999-2000

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-26

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada, la Loi sur la concurrence, la Loi sur le Tribunal de la concurrence et la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada et modifiant une autre loi en conséquence

Première lecture le 17 février 2000

THE MINISTER OF TRANSPORT

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

SUMMARY

This enactment amends certain statutes in order to implement specific elements of the "Policy Framework for Airline Restructuring in Canada" of October 26, 1999 and to make a consequential amendment. The key elements of the enactment include

(a) amendments to the *Canada Transportation Act* authorizing the Governor in Council to approve mergers and acquisitions of airline undertakings after review by the Minister of Transport, the Commissioner of Competition and the Canadian Transportation Agency; increased authority for the Agency to review passenger fares and cargo rates on monopoly routes; authority for the Agency to review domestic terms and conditions of carriage; the requirement for notice of exit in cases of major passenger seating capacity reductions resulting from discontinuance of services on any domestic route; a prohibition of exclusive use clauses in confidential contracts for domestic services;

(b) amendments to the *Competition Act* providing for exemption from sections 45 and 61 of that Act of agreements between or among travel agents respecting commissions on sales of airline tickets paid by a carrier with 60% of domestic service activity; a new regulation-making power to specify anti-competitive acts or conduct of a domestic air carrier; a new power to make temporary orders halting anti-competitive acts affecting domestic services;

(c) an amendment to the *Competition Tribunal Act* to authorize a member of the Competition Tribunal sitting alone to hear and dispose of any application for review against a temporary order issued by the Commissioner of Competition for the purpose described in paragraph (b); and

(d) amendments to the *Air Canada Public Participation Act* providing for the increase of the individual share ownership limit to 15% and authority for the Governor in Council to increase, by regulation, the foreign ownership limits; a duty for Air Canada to ensure that its subsidiaries provide services to their customers in both official languages; the deeming of the proposed acquisition by Air Canada of the shares of Canadian Airlines of December 21, 1999 to have been approved pursuant to the proposed new merger and acquisition review process.

SOMMAIRE

Le texte modifie certaines lois fédérales en vue de mettre en oeuvre des éléments particuliers de la « Politique-cadre pour la restructuration de l'industrie du transport aérien au Canada » du 26 octobre 1999 et de faire une modification corrélative. Les éléments principaux du texte sont les suivants :

a) modifications à la *Loi sur les transports au Canada* autorisant le gouverneur en conseil à approuver les fusions et acquisitions d'entreprises de transports aériens après un examen fait par le ministre des Transports, le commissaire de la concurrence et l'Office des Transports du Canada, élargissant les pouvoirs de l'Office de traiter des prix passagers et des tarifs marchandises sur les routes à monopole, autorisant l'Office à réviser les conditions de transport liées au service intérieur, ajoutant une disposition exigeant qu'un avis de sortie soit donné dans le cas de réductions importantes de capacité mesurée en fonction du nombre de siège de passagers à la suite d'une interruption de services sur une route intérieure et interdisant l'utilisation de clauses d'exclusivité dans les contrats confidentiels relatifs aux services intérieurs;

b) modifications à la *Loi sur la concurrence* exemptant des articles 45 et 61 de celle-ci les agents de voyage pour leur permettre de s'entendre sur une approche commune quant aux commissions payées sur les ventes de billets d'avion par un transporteur qui contrôle 60 % des services intérieurs, conférant un nouveau pouvoir de réglementation pour préciser les actes ou les agissements anti-concurrentiels d'un transporteur aérien intérieur et octroyant un nouveau pouvoir de rendre des ordonnances provisoires pour mettre fin aux actes anti-concurrentiels qui nuisent aux services aériens intérieurs;

c) modifications à la *Loi sur le Tribunal de la concurrence* autorisant un membre du Tribunal de la concurrence siégeant seul à entendre d'une demande de révision des ordonnances provisoires rendues par le commissaire de la concurrence pour la raison mentionnée plus haut et à en disposer;

d) modifications à la *Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada* visant à faire passer à 15 % la limite quant aux actions qu'une personne peut détenir et à autoriser le gouverneur en conseil à augmenter par règlement les limites quant aux droits de propriété étrangers, imposant à Air Canada l'obligation de veiller à ce que les filiales assurent des services aériens à ses clients dans les deux langues officielles et assimilant le projet d'acquisition par Air Canada des actions des Lignes aériennes Canadien International présenté le 21 décembre à une transaction approuvée en vertu du nouveau processus d'examen des fusions et des acquisitions qui est proposé.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

<http://www.parl.gc.ca>

BILL C-26

PROJET DE LOI C-26

BILL C-26

An Act to amend the Canada Transportation Act, the Competition Act, the Competition Tribunal Act and the Air Canada Public Participation Act and to amend another Act in consequence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1996, c. 10

CANADA TRANSPORTATION ACT

Amendments

1. Section 55 of the *Canada Transportation Act* is renumbered as subsection 55(1) and is amended by adding the following:

- (2) For the purposes of this Part,
- (a) one corporation is affiliated with another corporation if
- (i) one of them is a subsidiary of the other, 10
 - (ii) both are subsidiaries of the same corporation, or
 - (iii) both are controlled by the same person;
- (b) if two corporations are affiliated with 15 the same corporation at the same time, they are deemed to be affiliated with each other;
- (c) a partnership or sole proprietorship is affiliated with another partnership or sole proprietorship if both are controlled by the 20 same person;
- (d) a corporation is affiliated with a partnership or a sole proprietorship if both are controlled by the same person;
- (e) a corporation is a subsidiary of another 25 corporation if it is controlled by that other corporation or by a subsidiary of that other corporation;

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada, la Loi sur la concurrence, la Loi sur le Tribunal de la concurrence et la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada et modifiant une autre loi en conséquence

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

LOI SUR LES TRANSPORTS AU CANADA

1996, ch. 10

Modifications

1. L'article 55 de la *Loi sur les transports au Canada* devient le paragraphe 55(1) et 5 est modifié par adjonction de ce qui suit :

- (2) Pour l'application de la présente partie : Groupe
- a) des personnes morales sont du même groupe si l'une est la filiale de l'autre, si toutes deux sont des filiales d'une même 10 personne morale ou si chacune d'elles est contrôlée par la même personne;
- b) si deux personnes morales sont du groupe d'une même personne morale au même moment, elles sont réputées être du même 15 groupe;
- c) une société de personnes ou une entreprise individuelle est du groupe d'une autre société de personnes ou d'une autre entreprise individuelle si toutes deux sont 20 contrôlées par la même personne;
- d) une personne morale est du groupe d'une société de personnes ou d'une entreprise individuelle si toutes deux sont contrôlées par la même personne; 25
- e) une personne morale est une filiale d'une autre personne morale si elle est contrôlée par cette autre personne morale ou par une filiale de celle-ci;

Affiliation

	(f) a corporation is controlled by a person other than Her Majesty in right of Canada or a province if		f) une personne morale est contrôlée par une personne autre que Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province si :
	(i) securities of the corporation to which are attached more than 50% of the votes that may be cast to elect directors of the corporation are held, directly or indirectly, whether through one or more subsidiaries or otherwise, otherwise than by way of security only, by or for the benefit of that person, and	5	(i) des valeurs mobilières de la personne morale conférant plus de cinquante pour cent des votes qui peuvent être exercés lors de l'élection des administrateurs de la personne morale en question sont détenues, directement ou indirectement, notamment par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs filiales, autrement qu'à titre de garantie uniquement, par cette personne ou pour son bénéfice,
	(ii) the votes attached to those securities are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the corporation;	15	(ii) les votes que comportent ces valeurs mobilières sont suffisants, en supposant leur exercice, pour élire une majorité des administrateurs de la personne morale;
	(g) a corporation is controlled by Her Majesty in right of Canada or a province if		g) une personne morale est contrôlée par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province si :
	(i) the corporation is controlled by Her Majesty in the manner described in paragraph (f), or	20	(i) la personne morale est contrôlée par Sa Majesté de la manière décrite à l'alinéa f),
	(ii) in the case of a corporation without share capital, a majority of the directors of the corporation, other than <i>ex officio</i> directors, are appointed by		(ii) dans le cas d'une personne morale sans capital-actions, une majorité des administrateurs de la personne morale, autres que les administrateurs d'office, sont nommés par :
	(A) the Governor in Council or the Lieutenant Governor in Council of the province, as the case may be, or	25	(A) soit le gouverneur en conseil ou le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, selon le cas,
	(B) a Minister of the government of Canada or the province, as the case may be; and	30	(B) soit un ministre du gouvernement du Canada ou de la province, selon le cas;
	(h) a partnership is controlled by a person if the person holds an interest in the partnership that entitles the person to receive more than 50% of the profits of the partnership or more than 50% of its assets on dissolution.	35	h) contrôle une société de personnes la personne qui détient dans cette société des titres de participation lui donnant droit de recevoir plus de cinquante pour cent des bénéfices de la société ou plus de cinquante pour cent des éléments d'actif de celle-ci au moment de sa dissolution.
Definition of "person"	(3) In subsection (2), "person" includes an individual, a partnership, an association, a corporation, a trustee, an executor, a liquidator of a succession, an administrator or a legal representative.	40	(3) Au paragraphe (2), « personne » s'entend d'un particulier, d'une société de personnes, d'une association, d'une personne morale, d'un fiduciaire, d'un exécuteur testamentaire ou du liquidateur d'une succession, d'un tuteur, d'un curateur ou d'un mandataire.

Définition de « personne »

Control in fact	(4) For greater certainty, nothing in subsection (2) shall be construed to affect the meaning of the expression “controlled in fact” in the definition “Canadian” in subsection (1).	(4) Il demeure entendu que le paragraphe (2) n'a pas pour effet de modifier le sens de l'expression « contrôlé de fait » dans la définition de « Canadien » au paragraphe (1). 5	Contrôle de fait
2. The Act is amended by adding the following after section 56:			
Notice	<i>Review of Mergers and Acquisitions</i>	<i>Examen des fusions et acquisitions</i>	Avis
Minister's determination	<p>56.1 (1) Every person who is required to notify the Commissioner under subsection 114(1) of the <i>Competition Act</i> in respect of a transaction that involves an air transportation undertaking shall give notice, containing, subject to the regulations, the information required under that subsection, of the transaction to the Minister and the Agency, when notice is given to the Commissioner and, in any event, no later than when the person is required to notify the Commissioner.</p> <p>(2) If the Minister is of the opinion that the transaction does not raise concerns with respect to the public interest as it relates to national transportation, the Minister shall, within 42 days after a person gives notice under subsection (1), give notice of the opinion to that person.</p>	<p>56.1 (1) La personne qui est tenue, au titre du paragraphe 114(1) de la <i>Loi sur la concurrence</i>, de donner avis au commissaire d'une transaction portant sur une entreprise de transport aérien est aussi tenue d'en donner avis au ministre et à l'Office, avec les renseignements exigés au titre de ce paragraphe, sous réserve des règlements, à la date à laquelle elle donne l'avis au commissaire et, en tout état de cause, au plus tard à la date à laquelle elle est tenue de donner cet avis.</p> <p>(2) S'il estime que la transaction ne soulève aucune question d'intérêt public en matière de transports nationaux, le ministre en avise la personne qui lui a donné l'avis mentionné au paragraphe (1) dans les quarante-deux jours suivant celui-ci.</p>	Détermination par le ministre
When sections 56.2 and 56.3 do not apply	(3) Sections 56.2 and 56.3 do not apply in respect of the transaction if the Minister gives notice under subsection (2).	(3) Les articles 56.2 et 56.3 ne s'appliquent pas à la transaction si le ministre donne l'avis mentionné au paragraphe (2).	Non-assujettissement aux articles 56.2 et 56.3
Definition of “Commissioner”	(4) In this section and sections 56.2, 56.4 and 56.5, “Commissioner” has the same meaning as in subsection 2(1) of the <i>Competition Act</i> .	(4) Au présent article et aux articles 56.2, 56.4 et 56.5, « commissaire » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur la concurrence</i> .	Définition de « commissaire »
Prohibition	<p>56.2 (1) No person shall complete a transaction referred to in subsection 56.1(1) unless the Agency determines that the transaction would result in an air transportation undertaking that is Canadian and the transaction is approved by the Governor in Council.</p> <p>(2) The Commissioner shall, as soon as feasible, report to the Minister and the parties to the transaction on any concerns regarding potential prevention or lessening of competition.</p>	<p>56.2 (1) Il est interdit de conclure la transaction visée au paragraphe 56.1(1), sauf si l'Office a conclu que celle-ci donnerait lieu à une entreprise de transport aérien ayant la qualité de Canadien et si le gouverneur en conseil l'a agréée.</p> <p>(2) Dans les meilleurs délais, le commissaire fait rapport au ministre et aux parties à la transaction des questions relatives à l'empêchement ou à la diminution de la concurrence qui pourrait résulter de la transaction.</p>	Interdiction
Commissioner's report			Rapport du commissaire

	tion that may occur as a result of the transaction.			
Minister to inform re concerns	(3) After receiving the Commissioner's report and before the Minister makes a recommendation for the purposes of subsection (6), the Minister shall inform the Commissioner and the parties to the transaction (a) of any national transportation concerns that the Minister has in respect of the transaction; and (b) of which of the Commissioner's concerns the Minister believes the parties should address with the Commissioner.	5 10	(3) Après réception du rapport mais avant qu'il ne recommande au gouverneur en conseil d'agrérer la transaction, le ministre informe le commissaire et les parties à la transaction : a) d'une part, des questions relatives aux transports nationaux que, selon lui, celle-ci soulève; b) d'autre part, de celles des questions mentionnées par le commissaire que les parties devraient étudier avec celui-ci.	Questions relatives à la concurrence et aux transports 5
Measures to address concerns	(4) After conferring with the Minister and the Commissioner, the parties to the transaction shall inform the Minister and the Commissioner of any measures they are prepared to undertake to address the Minister's and the Commissioner's concerns and may propose revisions to the transaction.	15 20	(4) Après communication avec le ministre et le commissaire, les parties à la transaction informent ceux-ci des mesures qu'elles sont disposées à prendre pour répondre aux questions mentionnées par eux. Elles peuvent proposer des modifications à la transaction.	Prise de mesures par les parties
Precondition to recommendation	(5) Before making a recommendation for the purposes of subsection (6), the Minister shall obtain the Commissioner's assessment of the adequacy of any undertaking proposed by the parties to address the Commissioner's concerns and the effects on those concerns of any proposed revisions to the transaction.	25	(5) Le ministre, avant de présenter une recommandation d'agrément au gouverneur en conseil, obtient l'opinion du commissaire sur la justesse des engagements pris par les parties pour répondre aux questions soulevées par celui-ci et sur l'effet des propositions de modification sur ces questions.	Opinion du commissaire
Approval of Governor in Council	(6) If the Governor in Council is satisfied that it is in the public interest to approve the transaction, taking into account any revisions to it proposed by the parties and measures they are prepared to undertake, the Governor in Council may, by order made on the recommendation of the Minister, approve the transaction and specify any terms and conditions that the Governor in Council considers appropriate. The order shall indicate which of the terms and conditions relate to potential prevention or lessening of competition and which relate to national transportation concerns.	30 35 40	(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur recommandation du ministre, agréer la transaction selon les modalités qu'il estime indiquées s'il est convaincu que celle-ci servirait l'intérêt public, compte tenu, le cas échéant, des modifications que les parties sont prêtes à y apporter et des mesures qu'elles sont disposées à prendre. Il précise celles des modalités qui portent sur l'éventuel empêchement ou diminution de la concurrence et celles d'entre elles qui portent sur des questions relatives aux transports nationaux.	Agrement du gouverneur en conseil 25 30 35
Variation of terms and conditions	(7) On application by a person who is subject to terms and conditions specified in an order, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, vary or rescind the terms and conditions. If the terms	45	(7) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, modifier ou annuler les modalités de l'agrément à la demande de toute personne tenue de s'y conformer. Si les modalités portent sur la	Modification des modalités

	and conditions to be varied or rescinded affect competition, the Minister shall consult with the Commissioner before making the recommendation.	concurrence, le ministre consulte le commissaire avant de présenter sa recommandation.	
Commissioner's representations	(8) If the Minister directs the Agency under section 49 to inquire into any matter or thing to assist the Minister in making the recommendation under subsection (6) or (7), the Agency shall give notice of the inquiry to the Commissioner and allow the Commissioner to make representations to the Agency.	5 (8) Dans le cas où le ministre lui délègue, au titre de l'article 49, la charge d'enquêter sur une question pour l'aider à faire la recommandation prévue aux paragraphes (6) ou (7), l'Office avise le commissaire de la tenue de l'enquête et lui donne la possibilité de présenter des observations.	Représentations par le commissaire 5
Compliance with terms and conditions	(9) Every person subject to terms and conditions specified in an order shall comply with them.	(9) Toute personne assujettie aux modalités de l'agrément est tenue de s'y conformer.	Obligation de se conformer aux modalités de l'agrément
Canadian	56.3 The Agency shall determine whether a transaction referred to in section 56.1 would result in an air transportation undertaking that is Canadian.	15 56.3 L'Office détermine si la transaction visée à l'article 56.1 donnerait lieu à une entreprise de transport aérien ayant la qualité de Canadien.	Qualité de Canadien 15
Substantial or complete control over domestic services	56.4 (1) If the Governor in Council is of the opinion that a licensee and its affiliated licensees have, after October 26, 1999, acquired or are about to acquire substantial or complete control over domestic services, otherwise than as a result of a transaction approved under section 56.2, the Governor in Council may, by order made on the recommendation of the Minister, direct the licensee or the affiliated licensees to take any action that the Governor in Council considers reasonable and necessary to protect the public interest from the consequences of that control, including requiring the divestiture of assets.	20 (1) S'il estime qu'un licencié et les licenciés de son groupe ont acquis après le 26 octobre 1999, ou sont sur le point d'acquérir, le contrôle complet des services intérieurs ou une partie importante du contrôle de ceux-ci, 20 le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur la recommandation du ministre, sauf si le contrôle résulte d'une transaction agréée au titre de l'article 56.2, leur ordonner de prendre les mesures qu'il juge raisonnables et nécessaires pour protéger l'intérêt public des effets du contrôle, notamment obliger une personne à se départir d'éléments d'actif.	Décret en cas de contrôle des services intérieurs
Precondition to recommendation	(2) The Minister shall not make a recommendation under subsection (1) unless the Minister has obtained the Commissioner's assessment of the state of competition in the domestic airline industry.	35 (2) Le ministre ne présente la recommandation visée au paragraphe (1) que s'il a obtenu du commissaire une évaluation de l'état de la concurrence au sein du secteur du transport aérien intérieur.	Réserve
Variation or rescission	(3) On application by a person who is subject to an order made under subsection (1) and on the recommendation of the Minister, 40 the Governor in Council may, by order, vary or rescind the order. If the order to be rescinded or varied affects competition, the Minister shall consult with the Commissioner before making the recommendation.	35 (3) Sur demande de la personne qui y est assujettie, le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur recommandation du ministre, modifier ou annuler le décret mentionné au paragraphe (1). Si ce décret touche à la concurrence, le ministre consulte le commissaire avant de présenter sa recommandation.	Décret de modification ou d'annulation 40

Order of
divestiture —
application by
Minister

56.5 (1) If a person contravenes subsection 56.2(1), subsection 56.2(9) with respect to a term or condition that relates to national transportation concerns or an order made under subsection 56.4(1), on application by the Minister, a superior court may order the person to cease the contravention or do any thing that is required to be done, and may make any other order that it considers appropriate, including an order requiring the divestiture of assets. The Minister shall notify the Commissioner before making an application.

(2) If a person contravenes subsection 56.2(9) with respect to a term or condition that relates to potential prevention or lessening of competition, on application by the Commissioner, a superior court may order the person to cease the contravention or do any thing that is required to be done, and may make any other order that it considers appropriate, including an order requiring the divestiture of assets. The Commissioner shall notify the Minister before making an application.

Regulations

56.6 The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations

- (a) specifying information required in a notice under subsection 56.1(1); and
- (b) exempting classes of transactions from the application of sections 56.1 to 56.3.

56.7 (1) Every person who contravenes subsection 56.1(1) is guilty of an offence and is liable

- (a) on summary conviction, to a fine of not more than \$25,000; or
- (b) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$50,000.

Offence —
subsection
56.1(1)

(2) Every person who contravenes subsection 56.2(1) or (9) or an order made under subsection 56.4(1) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years or to a fine not exceeding \$10,000,000 or to both.

56.5 (1) En cas de contravention au paragraphe 56.2(1), au paragraphe 56.2(9) à l'égard de modalités portant sur des questions relatives aux transports nationaux ou au décret visé au paragraphe 56.4(1), toute cour supérieure peut, à la demande du ministre, enjoindre au contrevenant de mettre fin à la contravention ou d'y remédier et rendre toute autre ordonnance qu'elle estime indiquée, notamment obliger une personne à se départir d'éléments d'actif. Le ministre avise le commissaire avant de présenter la demande.

(2) En cas de contravention au paragraphe 56.2(9) à l'égard de modalités portant sur l'éventuel empêchement ou diminution de la concurrence, toute cour supérieure peut, à la demande du commissaire, enjoindre au contrevenant de mettre fin à la contravention ou d'y remédier et rendre toute autre ordonnance qu'elle estime indiquée, notamment obliger une personne à se départir d'éléments d'actif. Le commissaire avise le ministre avant de présenter la demande.

56.6 Le gouverneur en conseil peut, par règlement pris sur recommandation du ministre :

- a) prévoir les renseignements à inclure dans l'avis mentionné au paragraphe 56.1(1);
- b) exempter toute catégorie de transactions de l'application des articles 56.1 à 56.3.

56.7 (1) Quiconque contrevient au paragraphe 56.1(1) commet une infraction et encourt :

- a) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 25 000 \$;
- b) sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, une amende maximale de 50 000 \$.

(2) Quiconque contrevient aux paragraphes 56.2(1) ou (9) ou au décret visé au paragraphe 56.4(1) commet un acte criminel et encourt un emprisonnement maximal de cinq ans et une amende maximale de 10 000 000 \$, ou l'une de ces peines.

Ordonnance
en cas de
contravention
des modalités

Ordonnance
en cas de
contravention
des modalités

Infraction :
paragraphe
56.1(1)

Infraction :
paragraphes
56.2(1) ou
(9) ou décret

Continuing offence	(3) If an offence under subsection (2) is committed or continued on more than one day, the person who commits it is liable to be convicted for a separate offence for each day on which it is committed or continued.	(3) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction visée au paragraphe (2).	Infractions continues
Officers, etc., of corporations	(4) If a corporation commits an offence under subsection (1) or (2), any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.	(4) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction visée aux paragraphes (1) ou (2), ceux de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires qui y ont donné leur autorisation ou leur acquiescement ou y ont participé sont considérés comme coauteurs de l'infraction et sont passibles, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour l'infraction en cause, que la personne morale ait été poursuivie ou non.	Administrateurs, dirigeants et mandataires
Notice of discontinuance of certain services	(1.1) If a licensee proposes to discontinue its year-round non-stop scheduled air service between two points in Canada and that discontinuance would result in a reduction, as compared to the week before the proposal is to take effect, of at least 50% of the weekly passenger-carrying capacity of all licensees operating year-round non-stop scheduled air services between those two points, the licensee shall give notice of the proposal in the prescribed form and manner to the prescribed persons.	(1.1) Le licencié qui se propose d'interrompre un service aérien régulier sans escale offert à longueur d'année entre deux points au Canada, est tenu d'en aviser, selon les modalités réglementaires, les personnes désignées par règlement si l'interruption aurait pour effet de réduire d'au moins cinquante pour cent la capacité hebdomadaire de transport de passagers, par rapport à celle de la semaine précédant son entrée en vigueur, de l'ensemble des licenciés offrant à longueur d'année des services aériens réguliers sans escale entre ces deux points.	Avis d'interruption de services
Discussion with elected officials	(1.2) A licensee shall, as soon as practicable after giving notice under subsection (1) or (1.1), provide an opportunity for elected officials of the municipal or local government of the community of the point or points, as the case may be, to meet and discuss with the licensee the impact of the proposed discontinuance or reduction.	(1.2) Dans les meilleurs délais après avoir donné l'avis prévu aux paragraphes (1) ou (1.1), le licencié offre aux représentants élus des administrations municipales ou locales de la collectivité où se trouvent le ou les points touchés la possibilité de le rencontrer et de discuter avec lui de l'effet qu'auraient l'interruption ou la réduction du service.	Consultation
Notice period	(2) A licensee shall not implement a proposal referred to in subsection (1) or (1.1) until the <u>expiry</u> of <u>120</u> days after the notice is given or until the <u>expiry</u> of <u>any</u> shorter period that the Agency may, on application by the licensee, specify by order.	(2) Le licencié ne peut donner suite au projet mentionné aux paragraphes (1) ou (1.1) avant l'expiration des <u>cent vingt</u> jours suivant la signification de l'avis ou du délai inférieur fixé, à sa demande, par <u>ordonnance</u> de l'Office.	Délai

Considerations
re whether
exemption to
be granted

(3) In considering whether to specify a shorter period under subsection (2), the Agency shall have regard to

- (a) the adequacy of alternative modes of public transportation available at or in the vicinity of the point referred to in subsection (1) or between the points referred to in subsection (1.1);
- (b) other means by which air service to the point or between the points is or is likely to be provided;
- (c) whether the licensee has complied with subsection (1.2); and
- (d) the particular circumstances of the licensee.

Definition of
“non-stop
scheduled air
service”

(4) In this section, “non-stop scheduled air service” means an air service operated between two points without any stops in accordance with a published timetable or on a regular basis.

Unreasonable
fares or rates

66. (1) If, on complaint in writing to the Agency by any person, the Agency finds that a licensee, including affiliated licensees, is the only person providing a domestic service between two points and that a fare, cargo rate or increase in a fare or cargo rate published or offered in respect of the service is unreasonable, the Agency may, by order,

- (a) disallow the fare, rate or increase;
- (b) direct the licensee to amend its tariff by reducing the fare, rate or increase by the amounts and for the periods that the Agency considers reasonable in the circumstances; or
- (c) direct the licensee, if practicable, to refund amounts specified by the Agency, with interest calculated in the prescribed manner, to persons determined by the Agency to have been overcharged by the licensee.

Complaint of
inadequate
range of fares
or rates

(2) If, on complaint in writing to the Agency by any person, the Agency finds that a licensee, including affiliated licensees, is the only person providing a domestic service between two points and that it is offering an

(3) Pour décider s'il convient de fixer un délai inférieur, l'Office tient compte :

- a) du fait que les autres modes de transport desservant le point visé au paragraphe (1), ou ses environs, ou existant entre les points visés au paragraphe (1.1), sont satisfaisants ou non;
- b) de l'existence ou de la probabilité d'autres liaisons aériennes à destination du point ou entre les points;
- c) du fait que le licencié a respecté ou non les exigences du paragraphe (1.2);
- d) de la situation particulière du licencié.

Examen
relatif à
l'exemption

Définition de
« service
aérien
régulier sans
escale »

(4) Au présent article, « service aérien régulier sans escale » s'entend d'un service aérien sans escale offert entre deux points soit régulièrement, soit conformément à un horaire publié.

4. Section 66 of the Act is replaced by the following:

66. (1) S'il conclut, sur dépôt d'une plainte, qu'un licencié, y compris les licenciés de son groupe, est la seule personne à offrir un service intérieur entre deux points, d'une part, et qu'un prix ou un taux, ou une augmentation de prix ou de taux, publiés ou appliqués à l'égard de ce service sont excessifs, d'autre part, l'Office peut, par ordonnance :

- a) annuler le prix, le taux ou l'augmentation;
- b) enjoindre au licencié de modifier son tarif afin de réduire d'une somme, et pour une période, qu'il estime indiquées dans les circonstances le prix, le taux ou l'augmentation;
- c) lui enjoindre de rembourser, si possible, les sommes qu'il détermine, majorées des intérêts calculés de la manière réglementaire, aux personnes qui, selon lui, ont versé des sommes en trop.

Prix ou taux
excessifs

30

Gamme de
prix
insuffisante

(2) S'il conclut, sur dépôt d'une plainte, qu'un licencié, y compris les licenciés de son groupe, est la seule personne à offrir un service intérieur entre deux points, d'une part, et que celui-ci offre une gamme de prix ou de taux

40

Relevant information	<p>inadequate range of fares or cargo rates in respect of that service, the Agency may, by order, direct the licensee, for a period that the Agency considers reasonable in the circumstances, to publish and apply in respect of that service one or more additional fares or cargo rates that the Agency considers reasonable in the circumstances.</p>	<p>insuffisante à l'égard de ce service, d'autre part, l'Office peut, par ordonnance, enjoindre au licencié, pour la période qu'il estime indiquée dans les circonstances, de publier et d'appliquer à l'égard de ce service un ou 5 plusieurs autres prix ou taux qu'il estime indiqués dans les circonstances.</p>	5
	<p>(3) When making a finding under subsection (1) or (2) that a fare, cargo rate or increase in a fare or cargo rate published or offered in respect of a domestic service between two points is unreasonable or that a licensee is offering an inadequate range of fares or cargo rates in respect of a domestic service between two points, the Agency shall consider</p>	<p>(3) Pour décider, au titre des paragraphes (1) ou (2), si le prix, le taux ou l'augmentation de prix ou de taux publiés ou appliqués à l'égard d'un service intérieur entre deux points sont excessifs ou si le licencié offre une gamme de prix ou de taux insuffisante à l'égard d'un service intérieur entre deux points, l'Office tient compte :</p>	Facteurs à prendre en compte
	<ul style="list-style-type: none"> (a) historical data respecting fares or cargo rates applicable to domestic services between those two points; (b) fares or cargo rates applicable to similar domestic services offered by the licensee and one or more other licensees using similar aircraft, including terms and conditions of carriage and, in the case of fares, the number of seats available at those fares; and (c) any other information that may be provided by the licensee, including information that the licensee provides under section 83. 	<ul style="list-style-type: none"> a) de renseignements relatifs aux prix ou aux taux appliqués antérieurement à l'égard des services intérieurs entre ces deux points; b) des prix ou des taux applicables à l'égard des services intérieurs similaires offerts par le licencié et un ou plusieurs autres licenciés utilisant des aéronefs similaires, y compris les modalités de transport et, dans le cas de prix, le nombre de places offertes à ces prix; c) des autres renseignements que lui fournit le licencié, y compris ceux qu'il fournit au titre de l'article 83. 	15
	<p>(4) The Agency may find that a licensee is the only person providing a domestic service between two points if every alternative domestic service between those points is, in the opinion of the Agency, unreasonable, taking into consideration the number of stops, the number of seats offered, the frequency of service, the flight connections and the total travel time.</p>	<p>(4) L'Office peut conclure qu'un licencié est la seule personne à offrir un service intérieur entre deux points s'il estime que tous les autres services intérieurs offerts entre ces points sont insuffisants, compte tenu du nombre des escales, des correspondances ou des places disponibles, de la fréquence des vols ou de la durée totale du voyage.</p>	Services insuffisants
Alternative domestic services			
Consideration of representations	<p>(5) Before making a direction under paragraph (1)(b) or subsection (2), the Agency shall consider any representations that the licensee has made with respect to what is reasonable in the circumstances.</p>	<p>(5) Avant de rendre l'ordonnance mentionnée à l'alinéa (1)b) ou au paragraphe (2), l'Office tient compte des observations du licencié sur les mesures qui seraient justifiées dans les circonstances.</p>	Représentations

Finding on the Agency's own motion

(6) The Agency may make a finding under subsection (1) or (2) on its own motion within two years after the date that this subsection comes into force. The Governor in Council may, by order, extend for a maximum of two years the period within which the Agency may make a finding on its own motion.

Informing the Agency

(7) During the period during which the Agency may make a finding under subsection (6), every licensee operating a domestic service between two points in accordance with a published timetable or on a regular basis shall

(a) keep the Agency informed of its existing tariffs in respect of that service in the form and manner that the Agency may specify;

(b) on request, inform the Agency of the tariffs it applied in respect of any of its domestic services during the previous three years and provide the Agency with any information that the Agency considers necessary for the purposes of subsection (6) and that is in support of those tariffs or related to the passenger seating or cargo capacity offered or proposed to be offered in relation to the fares or cargo rates set out in those tariffs.

Confidentiality of information

(8) The Agency may take any measures or make any order that it considers necessary to protect the confidentiality of any of the following information that it is considering in the course of any proceedings under this section:

(a) information that constitutes a trade secret;

(b) information the disclosure of which would likely cause material financial loss to, or prejudice to the competitive position of, the person providing the information or on whose behalf it is provided; and

(c) information the disclosure of which would likely interfere with contractual or other negotiations being conducted by the person providing the information or on whose behalf it is provided.

5. Subsection 67(3) of the Act is replaced by the following:

(6) L'Office peut, de sa propre initiative, dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, prendre les mesures visées aux paragraphes (1) ou (2). Le gouverneur en conseil peut, par décret, proroger cette période d'au plus deux ans.

Prise des mesures à l'initiative de l'Office

(7) Chaque licencié offrant un service intérieur entre deux points soit régulièrement, soit conformément à un horaire publié doit, pendant la période d'éventuelle prise de mesures au titre du paragraphe (6) :

a) tenir l'Office au courant des tarifs en vigueur à l'égard de ce service selon les modalités fixées par celui-ci;

b) sur demande, informer l'Office des tarifs appliqués à ses services intérieurs au cours des trois années précédentes et fournir à l'Office les renseignements que celui-ci estime nécessaires pour l'application de ce paragraphe et qui soit justifient ces tarifs, soit portent sur la capacité de transport de passagers ou de marchandises à laquelle s'appliquent ou s'appliqueront les prix ou les taux figurant dans ces tarifs.

(8) L'Office peut prendre toute mesure, ou rendre toute ordonnance, qu'il estime indiquée pour assurer la confidentialité des renseignements ci-après qu'il examine dans le cadre du présent article :

a) les renseignements qui constituent un secret industriel;

b) les renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de causer des pertes financières importantes à la personne qui les a fournis ou de nuire à sa compétitivité;

c) les renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver des négociations — contractuelles ou autres — menées par la personne qui les a fournis.

Confidentialité des renseignements

5. Le paragraphe 67(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

No fares, etc.,
unless set out
in tariff

(3) The holder of a domestic licence shall not apply any fare, rate, charge or term or condition of carriage applicable to the domestic service it offers unless the fare, rate, charge, term or condition is set out in a tariff that has been published or displayed under subsection (1) and is in effect.

(3) Le titulaire d'une licence intérieure ne peut appliquer à l'égard d'un service intérieur que le prix, le taux, les frais ou les conditions de transport applicables figurant dans le tarif en vigueur publié ou affiché conformément au paragraphe (1).

Interdiction

Fares or rates
not set out in
tariff

6. The Act is amended by adding the following after section 67:

67.1 If, on complaint in writing to the Agency by any person or on its own motion, the Agency finds that, contrary to subsection 67(3), the holder of a domestic licence has applied a fare, rate, charge or term or condition of carriage applicable to the domestic service it offers that is not set out in its tariffs, the Agency may order the licensee to

- (a) apply a fare, rate, charge or term or condition of carriage that is set out in its tariffs; 20
- (b) compensate any person adversely affected for any expenses they incurred as a result of the licensee's failure to apply a fare, rate, charge or term or condition of carriage that was set out in its tariffs; and 25
- (c) take any other appropriate corrective measures.

67.2 (1) If, on complaint in writing to the Agency by any person, the Agency finds that the holder of a domestic licence has applied terms or conditions of carriage applicable to the domestic service it offers that are unreasonable or unduly discriminatory, the Agency may suspend or disallow those terms or conditions and substitute other terms or conditions in their place. 35

(2) The holder of a domestic licence shall not advertise or apply any term or condition of carriage that is suspended or has been disallowed.

20

40

6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 67, de ce qui suit :

67.1 S'il conclut, sur dépôt d'une plainte ou de sa propre initiative, que le titulaire d'une licence intérieure a, contrairement au paragraphe 67(3), appliqué à l'un de ses services intérieurs un prix, un taux, des frais ou d'autres conditions de transport ne figurant pas au tarif, l'Office peut, par ordonnance, lui enjoindre :

- a) d'appliquer un prix, un taux, des frais ou d'autres conditions de transport figurant au tarif;
- b) d'indemniser toute personne lésée des dépenses qu'elle a supportées consécutivement à la non-application du prix, du taux, des frais ou des autres conditions qui figuraient au tarif;
- c) de prendre toute autre mesure corrective indiquée.

67.2 (1) S'il conclut, sur dépôt d'une plainte, que le titulaire d'une licence intérieure a appliqué pour un de ses services intérieurs des conditions de transport déraisonnables ou injustement discriminatoires, l'Office peut suspendre ou annuler ces conditions ou leur en substituer de nouvelles.

Prix, taux,
frais ou
conditions
non inclus au
tarif

Conditions
déraisonnables

When
unreasonable
or unduly
discriminatory
terms or
conditions

Prohibition on
advertising

Non-
application
of fares, etc.

(2) Il est interdit au titulaire d'une licence intérieure d'annoncer ou d'appliquer une condition de transport suspendue ou annulée.

Interdiction
d'annoncer

7. Section 68 of the Act is replaced by the following:

68. (1) Sections 66, 67, 67.1 and 67.2 do not apply in respect of fares, rates, charges or terms and conditions of carriage applicable to a domestic service provided for under a

7. L'article 68 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

68. (1) Les articles 66, 67, 67.1 et 67.2 ne s'appliquent pas aux prix, taux ou frais ou conditions de transport applicables au service intérieur dont le secret est stipulé dans tout

Non-
application de
certaines
dispositions

contract between a holder of a domestic licence and another person whereby the parties to the contract agree to keep its provisions confidential.

Provisions regarding exclusive use of services

(2) The parties to the contract shall not include in it provisions with respect to the exclusive use by the other person of a domestic service operated by the holder of the domestic licence between two points in accordance with a published timetable or on a regular basis, unless the contract is for all or a significant portion of the capacity of a flight or a series of flights.

Retention of contract required

(3) The holder of a domestic licence who is a party to the contract shall retain a copy of it for a period of not less than three years after it has ceased to have effect and, on request made within that period, shall provide a copy of it to the Agency.

8. Paragraph 86(1)(h) of the Act is replaced by the following:

(h) respecting traffic and tariffs, fares, rates, charges and terms and conditions of carriage for international service and

(i) providing for the disallowance or suspension by the Agency of any tariff, fare, rate or charge,

(ii) providing for the establishment and substitution by the Agency of any tariff, fare, rate or charge disallowed by the Agency, and

(iii) authorizing the Agency to direct a licensee to take corrective measures that the Agency considers appropriate and to pay compensation for any expense incurred by a person adversely affected by the licensee's failure to apply the fares, rates, charges or terms or conditions of carriage applicable to the service it offers that were set out in its tariffs;

contrat auquel le titulaire d'une licence intérieure est partie.

Stipulations interdites

5 (2) Le contrat ne peut comporter aucune clause relative à l'usage exclusif par l'autre partie des services intérieurs offerts entre deux points par le titulaire de la licence intérieure, soit régulièrement, soit conformément à un horaire publié, sauf s'il porte sur la totalité ou une partie importante des places disponibles sur un vol ou une série de vols.

10

(3) Le titulaire d'une licence intérieure est tenu de conserver, au moins trois ans après son expiration, un double du contrat et d'en fournir un exemplaire à l'Office pendant cette période s'il lui en fait la demande.

Double à conserver

15

8. L'alinéa 86(1)h de la même loi est remplacé par ce qui suit :

h) prendre toute mesure concernant le trafic et les tarifs, prix, taux, frais et conditions de transport liés au service international, notamment prévoir qu'il peut :

(i) annuler ou suspendre des tarifs, prix, taux ou frais,

(ii) établir de nouveaux tarifs, prix, taux ou frais en remplacement de ceux annulés,

(iii) enjoindre à tout licencié de prendre les mesures correctives qu'il estime indiquées et de verser des indemnités aux personnes lésées par la non-application par le licencié des prix, taux, frais ou conditions de transport applicables au service et qui figuraient au tarif;

Transitional

Transactions before section 2 comes into force

9. (1) If, after October 26, 1999 and before the date that section 2 comes into force, a person completes a transaction, other than the transaction described in subsection 10.1(1) of the *Air Canada Public Participation Act*, to which subsection

Dispositions transitoires

9. (1) Dans le cas où une personne a conclu, entre le 26 octobre 1999 et la date d'entrée en vigueur de l'article 2, une transaction — à l'exception de la transaction visée au paragraphe 10.1(1) de la *Loi sur la participation publique au capital d'Air*

Transactions antérieures à l'entrée en vigueur de l'article 2

56.1(1) of the *Canada Transportation Act* would have applied had the transaction been completed after that subsection comes into force and the Minister of Transport is of the opinion that the transaction raises concerns with respect to the public interest as it relates to national transportation, the Governor in Council may, by order made on the recommendation of the Minister of Transport, direct the person or their affiliates to take any action that the Governor in Council considers reasonable and necessary to protect the public interest, including requiring the divestiture of assets.

Canada — à laquelle le paragraphe 56.1(1) de la *Loi sur les transports au Canada* se serait appliqué s'il avait été en vigueur à la date de la conclusion de la transaction et que le ministre des Transports estime que la transaction soulève des questions d'intérêt public en matière de transports nationaux, le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur recommandation du ministre des Transports, enjoindre à la personne ou aux membres de son groupe de prendre les mesures qu'il estime nécessaires pour protéger l'intérêt public, notamment obliger une personne à se départir d'éléments d'actif.

15

Offence

(2) Every person who contravenes an order made under subsection (1) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years or to a fine not exceeding \$10,000,000 or to both.

15

(2) Quiconque contrevient au décret visé au paragraphe (1) commet un acte criminel possible d'un emprisonnement maximal de cinq ans et d'une amende maximale de 10 000 000 \$, ou de l'une de ces peines.

20

Infraction

Continuing offence

(3) If an offence under subsection (2) is committed or continued on more than one day, the person who commits it is liable to be convicted for a separate offence for each day on which it is committed or continued.

20

(3) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction visée au paragraphe (2).

Infractions continues

Officers, etc., of corporations

(4) If a corporation commits an offence under subsection (2), any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

30

(4) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction visée au paragraphe (2), ceux de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires qui y ont donné leur autorisation ou leur acquiescement ou qui y ont participé sont considérés comme coauteurs de l'infraction et sont passibles, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour l'infraction en cause, que la personne morale ait été poursuivie ou non.

35

Administrateurs, dirigeants et mandataires

Order of divestiture

(5) If a person contravenes an order made under subsection (1), on application by the Minister of Transport, a superior court may order the person to cease the contravention or do any thing that is required to be done, and may make any other order it considers appropriate, including an order requiring the divestiture of assets.

40

(5) En cas de contravention au décret pris en vertu du paragraphe (1), toute cour supérieure peut, à la demande du ministre des Transports, enjoindre au contrevenant de mettre fin à la contravention ou d'y remédier ou rendre toute autre ordonnance qu'elle estime indiquée, notamment obliger une personne à se départir d'éléments d'actif.

Ordonnance

Application of certain provisions of the *Canada Transportation Act*

10. If, after October 26, 1999 and before section 2 comes into force, a person gives notice to the Minister of Transport, the Canadian Transportation Agency and the Commissioner of Competition of a transaction, other than the transaction described in subsection 10.1(1) of the *Air Canada Public Participation Act*, that involves an air transportation undertaking that provides domestic services and the transaction is not completed before section 2 comes into force, sections 56.1 to 56.3 of the *Canada Transportation Act* apply to the transaction with any modifications that the circumstances require.

R.S., c. C-34;
R.S., c. 19
(2nd Supp.),
s. 19

COMPETITION ACT

10. Dans le cas où une personne, entre le 26 octobre 1999 et l'entrée en vigueur de l'article 2, avise le ministre des Transports, l'Office des transports du Canada et le commissaire de la concurrence d'une transaction — à l'exception de la transaction visée au paragraphe 10.1(1) de la *Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada* — portant sur une entreprise de transport aérien qui offre des services intérieurs et que la transaction n'est pas conclue avant cette entrée en vigueur, les articles 56.1 à 56.3 de la *Loi sur les transports au Canada* s'appliquent à la transaction, avec les modifications nécessaires.

Avis d'une transaction antérieure

L.R., ch.
C-34; L.R.,
ch. 19 (2^e
suppl.), art.
19

11. The *Competition Act* is amended by adding the following after section 4:

Travel agents

4.1 (1) Sections 45 and 61 do not apply in respect of a contract, an agreement or an arrangement that is between or among travel agents and that is only in respect of the negotiation of commissions on ticket sales for domestic flights paid to travel agents by an airline that, with its affiliates, accounts for at least 60% of the revenue passenger-kilometers of all domestic services over the 12 months immediately before the contract, agreement or arrangement was entered into.

Tribunal certificate

(2) If, on application by an airline, the Tribunal finds that the airline and its affiliates account for less than 60% of the revenue passenger-kilometers of all domestic services over the 12 months immediately before the application, the Tribunal shall issue a certificate to that effect.

Effect of certificate

(3) Subsection (1) does not apply in respect of an airline that holds a certificate issued under subsection (2).

11. La *Loi sur la concurrence* est modifiée par adjonction, après l'article 4, de ce qui suit :

4.1 (1) Les articles 45 et 61 ne s'appliquent pas au contrat, à l'accord ou à l'arrangement conclu entre des agents de voyage et portant exclusivement sur la négociation des commissions qui leur sont versées sur la vente des billets pour des vols intérieurs par une ligne aérienne qui, avec les membres de son groupe, détenait au moins soixante pour cent des passagers-kilomètres payants à l'égard de l'ensemble des services intérieurs au cours des douze mois précédant la conclusion du contrat, de l'accord ou de l'arrangement.

Agents de voyage

(2) S'il détermine, à la demande d'une ligne aérienne, que celle-ci détenait, avec les membres de son groupe, moins de soixante pour cent des passagers-kilomètres payants à l'égard de l'ensemble des services intérieurs au cours des douze mois précédant la demande, le Tribunal lui remet un certificat en attestant.

Certificat

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la ligne aérienne qui détient le certificat mentionné au paragraphe (2).

Effet du certificat

Revocation of certificate	(4) If, on application by a travel agent, the Tribunal finds that an airline that holds a certificate issued under subsection (2) and its affiliates account for at least 60% of the revenue passenger-kilometers of all domestic services over the 12 months immediately before the application, the Tribunal shall revoke the certificate.	(4) S'il détermine, à la demande d'un agent de voyage, qu'une ligne aérienne qui détient le certificat mentionné au paragraphe (2) détenait, avec les membres de son groupe, au moins soixante pour cent des passagers-kilomètres payants à l'égard de l'ensemble des services intérieurs au cours des douze mois précédant la demande, le Tribunal annule le certificat.	Annulation du certificat
Opportunity to be heard	(5) Before issuing a certificate under subsection (2) or revoking a certificate under subsection (4), the Tribunal shall afford the Commissioner and, in the case of revocation, any airline in respect of which the revocation of the certificate is sought, a reasonable opportunity to be heard.	(5) Avant de délivrer ou d'annuler le certificat, le Tribunal donne au commissaire ainsi que, dans le cas d'une annulation, à la ligne aérienne visée la possibilité de se faire entendre.	Possibilité de présenter des observations
Definitions	(6) The definitions in this subsection apply in this section.	(6) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	Définitions
“airline” « ligne aérienne »	“airline” means a person licensed under section 61 of the <i>Canada Transportation Act</i> to operate a domestic service.	« agent de voyage » Personne qui délivre des billets au nom d'une ligne aérienne pour des voyages effectués par un service intérieur.	« agent de voyage » “travel agent”
“domestic service” « service intérieur »	“domestic service” has the same meaning as in subsection 55(1) of the <i>Canada Transportation Act</i> .	« ligne aérienne » Licencié autorisé à offrir des services intérieurs au titre de l'article 61 de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> .	« ligne aérienne » “airline”
“travel agent” « agent de voyage »	“travel agent” means a person who issues, on behalf of an airline, tickets for travel on a domestic service.	« service intérieur » S'entend au sens du paragraphe 55(1) de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> .	« service intérieur » “domestic service”
			25
	12. The Act is amended by adding the following after section 29:	12. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 29, de ce qui suit :	
Communication to Minister of Transport	29.1 (1) Notwithstanding subsection 29(1), the Commissioner may, if requested to do so by the Minister of Transport in accordance with subsection (3), communicate or allow to be communicated to that Minister any information referred to in subsection (2) that is specifically requested by that Minister.	29.1 (1) Par dérogation au paragraphe 29(1), le commissaire peut, sur demande du ministre des Transports conforme au paragraphe (3), communiquer ou permettre que soient communiqués à celui-ci les renseignements visés au paragraphe (2) qu'il demande.	Communication au ministre des Transports
Information	(2) The information that may be communicated under this section is (a) the identity of any person from whom information was obtained under this Act; (b) any information obtained in the course of an inquiry under section 10; (c) any information obtained under section 11, 15, 16 or 114; (d) any information obtained from a person requesting a certificate under section 102;	(2) Les renseignements que peut communiquer le commissaire sont : a) l'identité d'une personne de qui des renseignements ont été obtenus en application de la présente loi; b) tout renseignement recueilli dans le cours d'une enquête visée à l'article 10; c) l'un quelconque des renseignements obtenus en application des articles 11, 15, 16 ou 114;	Nature des renseignements
			35
			40

	(e) whether notice has been given or information supplied in respect of a particular proposed transaction under section 114; and (f) any information collected, received or generated by or on behalf of the Commissioner, including compilations and analyses.	d) tout renseignement obtenu d'une personne qui demande un certificat conformément à l'article 102; e) quoi que ce soit concernant la question de savoir si un avis a été donné ou si des renseignements ont été fournis conformément à l'article 114 à l'égard d'une transaction proposée; f) tout renseignement, y compris les compilations et analyses, recueilli, reçu ou produit par le commissaire ou en son nom.
Contents of request	(3) Requests under this section must be in writing and must (a) specify the information referred to in any of paragraphs (2)(a) to (f) that is required; and (b) state that the Minister of Transport requires the information for the purposes of section 56.1 or 56.2 of the <i>Canada Transportation Act</i> and identify the transaction being considered under that section. (4) The information communicated under subsection (1) may be used only for the purposes of section 56.1 or 56.2, as the case may be, of the <i>Canada Transportation Act</i> . (5) No person who performs or has performed duties or functions in the administration or enforcement of the <i>Canada Transportation Act</i> shall communicate or allow to be communicated to any other person any information communicated under subsection (1), except to persons who perform duties or functions under section 56.1 or 56.2 of that Act.	10 (3) La demande du ministre des Transports doit être faite par écrit et : a) préciser les renseignements, parmi ceux qui sont mentionnés aux alinéas (2)a) à f), dont il a besoin; b) indiquer que les renseignements lui sont nécessaires pour l'application des articles 56.1 ou 56.2 de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> et préciser la transaction visée par ces articles. (4) Les renseignements ne peuvent être utilisés que pour l'application des articles 56.1 ou 56.2 de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> . (5) Il est interdit à quiconque exerce ou a exercé des fonctions dans le cadre de l'application ou du contrôle d'application de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> de communiquer ou de permettre que soient communiqués les renseignements communiqués dans le cadre du paragraphe (1), sauf à une personne qui exerce des fonctions sous le régime des articles 56.1 ou 56.2 de cette loi.
Restriction		Demande du ministre
Confidentiality		Restriction quant à l'utilisation
R.S., c. 19 (2nd Supp.), s. 45	13. (1) Section 78 of the Act is renumbered as subsection 78(1). (2) Subsection 78(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (h), by adding the word “and” at the end of paragraph (i) and by adding the following after paragraph (i): (j) acts or conduct of a person operating a domestic service, as defined in subsection 55(1) of the <i>Canada Transportation Act</i> , that are specified under subsection (2).	13. (1) L’article 78 de la même loi devient le paragraphe 78(1). (2) Le paragraphe 78(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa i), de ce qui suit : j) à l’égard des exploitants d’un service intérieur, au sens du paragraphe 55(1) de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> , les agissements précisés au paragraphe (2).
		L.R., ch. 19 (2 ^e suppl.), art. 45

	(3) Section 78 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):	(3) L'article 78 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :	
Regulations	<p>(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and the Minister of Transport, make regulations specifying acts or conduct for the purpose of paragraph (1)(j).</p>	<p>(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement pris sur recommandation du ministre et du ministre des Transports, préciser des agissements pour l'application de l'alinéa (1)j).</p>	Règlements 5
	14. Section 94 of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a), by adding the word "or" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):	14. L'article 94 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :	
Temporary order	<p>(c) a merger or proposed merger approved under subsection 56.2(6) of the <i>Canada Transportation Act</i> and in respect of which the Minister of Transport has certified to the Commissioner the names of the parties.</p> <p>15. The Act is amended by adding the following after section 104:</p> <p>104.1 (1) The Commissioner may make a temporary order prohibiting a person operating a domestic service, as defined in subsection 55(1) of the <i>Canada Transportation Act</i>, from doing an act or a thing that could, in the opinion of the Commissioner, constitute an anti-competitive act or requiring the person to take the steps that the Commissioner considers necessary to prevent injury to competition or harm to another person if</p> <p>(a) the Commissioner has commenced an inquiry under subsection 10(1) in regard to whether the person has engaged in conduct that is reviewable under section 79; and</p> <p>(b) the Commissioner considers that in the absence of a temporary order</p> <p style="text-align: right;">35</p> <p>(i) injury to competition that cannot adequately be remedied by the Tribunal is likely to occur, or</p> <p>(ii) a person is likely to be eliminated as a competitor, suffer a significant loss of market share, suffer a significant loss of revenue or suffer other harm that cannot be adequately remedied by the Tribunal.</p>	<p>c) d'une fusion — réalisée ou proposée — agréée en vertu du paragraphe 56.2(6) de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> et à l'égard de laquelle le ministre des Transports certifie au commissaire le nom des parties.</p> <p>15. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 104, de ce qui suit :</p> <p>104.1 (1) Le commissaire peut rendre une ordonnance provisoire interdisant à une personne exploitant un service intérieur, au sens du paragraphe 55(1) de la <i>Loi sur les transports au Canada</i>, d'accomplir tout acte, ou de mener toute activité, qui, selon lui, pourrait constituer des agissements anti-concurrentiels ou lui enjoignant de prendre les mesures qu'il estime nécessaires pour ne pas nuire à la concurrence ou pour éviter de causer des dommages à une autre personne lorsque, à la fois :</p> <p>a) il a commencé une enquête en vertu du paragraphe 10(1) en vue de déterminer si les agissements de la personne ont donné lieu à une situation visée à l'article 79;</p> <p>b) il estime qu'en cas de non-prononcé de l'ordonnance :</p> <p>(i) soit la concurrence subira vraisemblablement un préjudice auquel le Tribunal ne pourra adéquatement remédier,</p> <p>(ii) soit un compétiteur sera vraisemblablement éliminé ou une personne subira vraisemblablement une réduction importante de sa part de marché, une perte importante de revenu ou des dommages auxquels le Tribunal ne pourra adéquatement remédier.</p>	Règlements 10 15 20 Ordonnance provisoire 25 30 35 40 45

Notice not required	(2) The Commissioner is not obliged to give notice to or receive representations from any person before making a temporary order.	(2) Le commissaire peut rendre l'ordonnance sans préavis et sans donner au préalable à qui que ce soit la possibilité de présenter des observations.	Aucun préavis ni aucune observation
Notice to persons affected	(3) On making a temporary order, the Commissioner shall promptly give written notice of the order, together with the grounds for it, to every person against whom it was made or who is directly affected by it.	(3) Le commissaire envoie un avis écrit de l'ordonnance et des motifs de celle-ci, dans les meilleurs délais après son prononcé, aux personnes qui en font l'objet et aux autres personnes directement touchées.	5 Avis aux intéressés
Duration of temporary order	(4) Subject to subsections (5) and (6), a temporary order has effect for 20 days.	(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), 10 l'ordonnance demeure en vigueur pendant vingt jours.	Durée de l'ordonnance
Extension and revocation	(5) The Commissioner may extend the 20-day period for one or two periods of 30 days each or may revoke a temporary order. The Commissioner shall promptly give written notice of the extension or revocation to 15 every person to whom notice was given under subsection (3).	(5) Le commissaire peut, à deux reprises, proroger l'ordonnance d'une période supplémentaire de trente jours et peut, en tout temps, 15 annuler l'ordonnance. Dans les meilleurs délais, il avise par écrit de la prorogation ou de l'annulation les personnes qui ont été avisées au titre du paragraphe (3).	Prorogation de l'ordonnance
When application made to Tribunal	(6) If an application is made under subsection (7), the temporary order has effect until the Tribunal makes an order under that subsection.	(6) En cas de présentation de la demande 20 visée au paragraphe (7), l'ordonnance demeure en vigueur jusqu'à la date du prononcé de la décision du Tribunal.	Durée de l'ordonnance en cas de contestation judiciaire
Confirmation	(7) A person against whom the Commissioner has made a temporary order may, within the period referred to in subsection (4), apply to the Tribunal to have the temporary 25 order varied or set aside and the Tribunal shall <ul style="list-style-type: none"> (a) if it is satisfied that one or more of the conditions set out in paragraph (1)(b) existed or are likely to exist, make an order confirming the temporary order, with or 30 without variation as the Tribunal considers necessary and sufficient to meet the circumstances, and fixing the effective period of its order for a maximum of 60 days after the day on which it is made; and <p style="text-align: right;">35</p> <ul style="list-style-type: none"> (b) if it is not satisfied that one or more of the conditions set out in paragraph (1)(b) existed or are likely to exist, make an order refusing to confirm the temporary order. 	(7) Toute personne faisant l'objet de l'ordonnance peut en demander au Tribunal la 25 modification ou l'annulation pendant la période prévue au paragraphe (4). Le Tribunal : <ul style="list-style-type: none"> a) confirme l'ordonnance, avec, le cas échéant, les modifications qu'il estime indiquées en l'occurrence, pour une période 30 maximale de soixante jours à compter du prononcé de sa décision, s'il est convaincu qu'une des situations visées à l'alinéa (1)b) s'est produite ou se produira vraisemblablement; <p style="text-align: right;">35</p> <ul style="list-style-type: none"> b) refuse de confirmer l'ordonnance s'il n'est pas convaincu qu'une des situations visées à l'alinéa (1)b) s'est produite ou se produira vraisemblablement. 	Modification ou annulation de l'ordonnance

Notice	(8) The applicant shall give written notice of the application to every person to whom notice was given under subsection (3).	(8) Le demandeur avise par écrit de la demande les personnes qui ont été avisées au titre du paragraphe (3).	Avis
Commissioner is respondent	(9) In the event of an application under subsection (7), the Commissioner is the respondent.	(9) Pour les fins de la demande visée au paragraphe (7), le commissaire est l'intimé.	Statut d'intimé du commissaire
Representations	(10) At the hearing of an application under subsection (7), the Tribunal shall provide the applicant, the Commissioner and any person directly affected by the temporary order with a full opportunity to present evidence and make representations before the Tribunal makes an order under that subsection.	(10) Dans le cadre de l'audition de la demande visée au paragraphe (7), le Tribunal accorde au demandeur, au commissaire et aux personnes directement touchées toute possibilité de présenter des éléments de preuve et des observations sur l'ordonnance attaquée avant de rendre sa décision.	Possibilité de présenter des observations
Prohibition of extraordinary relief	(11) Except as provided for by subsection (7), (a) a temporary order made by the Commissioner shall not be questioned or reviewed in any court; and (b) no order shall be made, process entered or proceedings taken in any court, whether by way of injunction, <i>certiorari</i> , <i>mandamus</i> , prohibition, <i>quo warranto</i> , declaratory judgment or otherwise, to question, review, prohibit or restrain the Commissioner in the exercise of the jurisdiction granted by this section.	(11) Sous réserve du paragraphe (7) : a) l'ordonnance ne peut faire l'objet d'aucune contestation ou révision judiciaire; b) l'action du commissaire — dans la mesure où elle s'exerce dans le cadre du présent article — ne peut être contestée, révisée, empêchée ou limitée, ni faire l'objet d'aucun recours judiciaire, notamment par voie d'injonction, de <i>certiorari</i> , de <i>mandamus</i> , de prohibition, de <i>quo warranto</i> ou de jugement déclaratoire.	Interdiction de recours extraordinaire
Powers and duties not affected by order	(12) The making of a temporary order does not in any way limit, restrict or qualify the powers, duties or responsibilities of the Commissioner under this Act, including the Commissioner's power to conduct inquiries and to make applications to the Tribunal in regard to conduct that is the subject of the temporary order.	(12) Le prononcé de l'ordonnance par le commissaire ne porte aucunement atteinte à l'exercice par celui-ci des attributions que lui confère la présente loi, notamment le pouvoir de mener des enquêtes et de présenter des demandes devant le Tribunal à l'égard des agissements qui font l'objet de l'ordonnance.	Exercice des attributions non touché par l'ordonnance
Registration of orders	(13) The Commissioner shall file each temporary order with the Registry of the Tribunal. Once registered, the order is enforceable in the same manner as an order of the Tribunal.	(13) Le commissaire dépose chaque ordonnance auprès du greffe du Tribunal. Une fois enregistrée, l'ordonnance a la même valeur et produit les mêmes effets que si elle avait été rendue par le Tribunal.	Enregistrement de l'ordonnance

Duty of Commissioner	(14) When a temporary order is in effect, the Commissioner shall proceed as expeditiously as possible to complete the investigation arising out of the conduct in respect of which the temporary order was made.	(14) Lorsqu'une ordonnance provisoire a force d'application, le commissaire doit, avec toute la diligence possible, mener à terme l'enquête à l'égard des agissements qui font l'objet de l'ordonnance.	Obligations du commissaire
Immunity	(15) No action lies against Her Majesty in right of Canada, the Minister, the Commissioner, any Deputy Commissioner, any person employed in the public service of Canada or any person acting under the direction of the Commissioner for anything done or omitted to be done in good faith under this section.	(15) Sa Majesté du chef du Canada, le ministre, le commissaire, les sous-commissaires, les personnes appartenant à l'administration publique fédérale, de même que les personnes agissant sous les ordres du commissaire, bénéficient de l'immunité judiciaire pour les actes ou omissions accomplis de bonne foi en application du présent article.	Immunité judiciaire
R.S., c. 19 (2nd Supp.), Part I 1999, c. 2, s. 43	COMPETITION TRIBUNAL ACT	LOI SUR LE TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE	L.R., ch. 19 (2 ^e suppl.), Partie I 1999, ch. 2, art. 43
Interim orders, travel agents and temporary orders	16. Subsection 11(1) of the <i>Competition Tribunal Act</i> is replaced by the following:	16. Le paragraphe 11(1) de la <i>Loi sur le Tribunal de la concurrence</i> est remplacé par ce qui suit :	
R.S., c. 35 (4th Supp.)	11. (1) The Chairman of the Tribunal, 15 sitting alone, or a judicial member designated by the Chairman, sitting alone, may hear and dispose of applications for interim orders under subsection 100(1) or 104(1), and applications under subsection 4.1(2) or (4) or 20 104.1(7), of the <i>Competition Act</i> and any related matters.	11. (1) Le président, siégeant seul, ou un juge désigné par le président et siégeant seul, peut statuer sur les demandes d'ordonnance présentées en application du paragraphe 4.1(2) ou (4), 100(1), 104(1) ou 104.1(7) de la <i>Loi sur la concurrence</i> ainsi que sur toute question afférente.	Demandes
AIR CANADA PUBLIC PARTICIPATION ACT	LOI SUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE AU CAPITAL D'AIR CANADA	L.R., ch. 35 (4 ^e suppl.)	
	17. (1) Paragraphs 6(1)(a) to (c) of the <i>Air Canada Public Participation Act</i> are replaced by the following:	17. (1) Les alinéas 6(1)a) à c) de la <i>Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada</i> sont remplacés par ce qui suit :	
	(a) provisions imposing constraints on the issue, transfer and ownership, including joint ownership, of voting shares of the Corporation to prevent any one person, together with the associates of that person, from holding, beneficially owning or controlling, directly or indirectly, otherwise than by way of security only, voting shares to which are attached more than 15% of the votes that may ordinarily be cast to elect 35 directors of the Corporation, other than votes that may be so cast by or on behalf of the Minister;	a) des dispositions qui imposent des restrictions sur l'émission, le transfert et la propriété, ou copropriété, d'actions avec droit de vote de la Société afin d'empêcher toute personne, de concert avec des personnes avec qui elle est liée, d'être la détentrice ou la véritable propriétaire ou d'avoir le contrôle, directement ou indirectement, autrement qu'à titre de garantie seulement, 30 d'actions avec droit de vote conférant plus de quinze pour cent des droits de vote qui peuvent normalement être exercés pour l'élection des administrateurs de la Société, à l'exception des droits de vote pouvant être exercés par ou pour le ministre;	
	(b) provisions imposing constraints on the issue, transfer and ownership, including 40		

joint ownership, of voting shares of the Corporation to prevent non-residents from holding, beneficially owning or controlling, directly or indirectly, otherwise than by way of security only, in the aggregate 5 voting shares to which are attached more than 25%, or any higher percentage that the Governor in Council may by regulation specify, of the votes that may ordinarily be cast to elect directors of the Corporation, 10 other than votes that may be so cast by or on behalf of the Minister;

(c) provisions respecting the counting or prorating of votes cast at any meeting of shareholders of the Corporation and attached to voting shares of the Corporation that are held, beneficially owned or controlled, directly or indirectly, by non-residents so as to limit the counting of those votes to not more than 25%, or any higher 20 percentage specified for the purposes of paragraph (b), of the total number of votes cast by shareholders at that meeting;

(2) Section 6 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

(6.1) The Governor in Council may make regulations specifying a percentage greater than 25% for the purposes of paragraph (1)(b).

18. Section 10 of the Act is renumbered as 30 subsection 10(1) and is amended by adding the following:

(2) Subject to subsection (5), if air services, including incidental services, are provided or made available by a subsidiary of the Corporation, the Corporation has the duty to ensure that any of the subsidiary's customers can communicate with the subsidiary in respect of those services, and obtain those services from the subsidiary, in either official language in 40 any case where those services, if provided by the Corporation, would be required under Part

b) des dispositions qui imposent des restrictions sur l'émission, le transfert et la propriété, ou copropriété, d'actions avec droit de vote de la Société afin d'empêcher des non-résidents d'être les détenteurs ou 5 les véritables propriétaires ou d'avoir le contrôle, directement ou indirectement, autrement qu'à titre de garantie seulement, d'une quantité totale d'actions avec droit de vote qui confèrent plus de vingt-cinq pour 10 cent — ou le pourcentage supérieur prévu par règlement du gouverneur en conseil — des droits de vote qui peuvent normalement être exercés pour l'élection des administrateurs de la Société, à l'exception des droits de vote pouvant être exercés par ou pour le ministre;

c) des dispositions régissant le compte ou la répartition au prorata des votes exercés à une assemblée de ses actionnaires et attachés à ses actions avec droit de vote qui sont détenues ou contrôlées — directement ou indirectement — par des non-résidents ou qui sont la véritable propriété de ceux-ci, de manière à limiter la proportion de ces votes à vingt-cinq pour cent — ou le pourcentage supérieur prévu pour l'application de l'alinéa b) — du nombre total des votes exercés à cette assemblée;

(2) L'article 6 de la même loi est modifié 30 par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

(6.1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir un pourcentage supérieur à vingt-cinq pour cent pour l'application de l'alinéa (1)b).

Règlements :
pourcentage

18. L'article 10 de la même loi devient le paragraphe 10(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Sous réserve du paragraphe (5), la 40 Société est tenue de veiller à ce que les services aériens, y compris les services connexes, offerts par ses filiales à leurs clients le soient, et à ce que ces clients puissent communiquer avec celles-ci relativement à 45 ces services, dans l'une ou l'autre des langues officielles dans le cas où, offrant elle-même les services, elle serait tenue, au titre de la partie IV de la *Loi sur les langues officielles*, à une telle obligation.

Communication avec les voyageurs

Specified percentage

Duty re
subsidiaries

<p>Subsidiary body corporate</p> <p>Control</p> <p>Application of subsection (2)</p>	<p>IV of the <i>Official Languages Act</i> to be provided in either official language.</p> <p>(3) For the purposes of this section, a body corporate is a subsidiary of the Corporation if</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) it is controlled by <ul style="list-style-type: none"> (i) the Corporation, (ii) the Corporation and one or more bodies corporate each of which is controlled by the Corporation, or (iii) two or more bodies corporate each of which is controlled by the Corporation; or (b) it is a subsidiary of a body corporate that is a subsidiary of the Corporation. <p>(4) For the purposes of subsection (3), a body corporate is controlled by another body corporate if</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) securities of the body corporate to which are attached more than 50% of the votes that may be cast to elect directors of the body corporate are held, other than by way of security only, by or for the benefit of the other body corporate; and (b) the votes attached to those securities are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the body corporate. <p>(5) Subsection (2) applies</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) in respect of air services, including incidental services, provided by a subsidiary of the Corporation at a facility or office in Manitoba, British Columbia, Saskatchewan, Alberta, the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut or on a route wholly within those provinces, one year after that subsection comes into force if it had been a subsidiary of the Corporation on that coming into force; and (b) in respect of a person that becomes a subsidiary of the Corporation only after that subsection comes into force, three years after the person becomes a subsidiary. 	<p>Filiales</p> <p>5</p> <p>10</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p> <p>10</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p> <p>15</p> <p>Contrôle</p> <p>Application</p>

Extension	(6) The Governor in Council may, by order made on the recommendation of the Minister of Transport, increase the three years referred to in paragraph (5)(b) to a maximum of four years in respect of a route served, or an office or facility from which service is provided, by a subsidiary.	5	(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur recommandation du ministre des Transports, proroger le délai de trois ans visé à l'alinéa (5)b) d'au plus un an à l'égard soit d'un trajet emprunté par une filiale, soit 5 d'un bureau où elle offre des services.	Prorogation
Duties of replacements	(7) If Canadian Airlines International Ltd., Canadian Regional Airlines Ltd. or a subsidiary of the Corporation replaces the Corporation or one of its subsidiaries in providing an air service, including incidental services, that the Corporation or the subsidiary provided on or after December 21, 1999, the Corporation has the duty to ensure that any of the 15 customers of the person who replaces the Corporation or the subsidiary can communicate with that person in respect of those services, and obtain those services from that person, in either official language in any case 20 where those services, if provided by the Corporation or the subsidiary, would be required under Part IV of the <i>Official Languages Act</i> or under subsection (2) to be provided in either official language.	25	(7) Si les Lignes aériennes Canadien International Ltée, les Lignes aériennes Canadien Régional Ltée ou une filiale de la Société offrent à la place de la Société ou de l'une de 10 ses filiales un service aérien, y compris les services connexes, que celles-ci offraient le 21 décembre 1999 ou par la suite, la Société est tenue de veiller à ce que les services offerts par la personne à ses clients à sa place ou à la place 15 de l'une de ses filiales le soient, et à ce qu'ils puissent communiquer avec la personne relativement à ces services, dans l'une ou l'autre des langues officielles dans le cas où, elle-même ou l'une de ses filiales offrant les 20 services, elle serait tenue, au titre de la partie IV de la <i>Loi sur les langues officielles</i> ou du paragraphe (2), à une telle obligation.	Obligation en cas de substitution
For greater certainty	(8) For greater certainty, subsections (2) and (7) do not affect any duty that the Corporation may have under section 25 of the <i>Official Languages Act</i> .	25	(8) Il demeure entendu que les paragraphes (2) et (7) ne portent pas atteinte à l'obligation 25 qui incombe à la Société au titre de l'article 25 de la <i>Loi sur les langues officielles</i> .	Article 25 de la <i>Loi sur les langues officielles</i>
Deemed duty	(9) For the purposes of Parts VIII, IX and X 30 of the <i>Official Languages Act</i> , the duties referred to in subsections (2) and (7) are deemed to be duties under Part IV of that Act.	30	(9) Pour l'application des parties VIII, IX et X de la <i>Loi sur les langues officielles</i> , les obligations prévues aux paragraphes (2) et (7) 30 sont réputées être des obligations prévues à la partie IV de cette loi.	Assimilation
Definitions	(10) The definitions in this subsection apply in this section.	35	(10) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	Définitions
“air service” “service aérien”	“air service” has the same meaning as in subsection 55(1) of the <i>Canada Transportation Act</i> .	35	“client” Personne qui utilise ou a l'intention 35 d'utiliser, à titre de passager, d'expéditeur ou de consignataire, un service aérien, y compris les services connexes, offerts par une filiale mentionnée aux paragraphes (2) ou (7).	“client” “customer”
“customer” “client”	“customer” means, in respect of a subsidiary referred to in subsection (2) or (7), a passenger, shipper or consignee using or intending to use an air service, including incidental services, provided or made available by that subsidiary.	40	“expéditeur” S'entend au sens de l'article 6 de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> .	“expéditeur” “shipper”
		40	“service aérien” S'entend au sens du paragraphe 55(1) de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> .	“service aérien” “air service”
		45		

“route”
“trajet”

“route” means, in respect of a subsidiary of the Corporation, a route on which the subsidiary provides a two-way air service between the starting and finishing points of that service by a single conveyance, with or without intermediate stops.

“shipper”
“expéditeur”

“shipper” has the same meaning as in section 6 of the *Canada Transportation Act*.

Deemed approval

19. The Act is amended by adding the following after section 10:

10.1 (1) The proposed acquisition described in a letter dated December 21, 1999 from 853350 Alberta Ltd. and Air Canada to the Minister of Transport is deemed to be a transaction that has been approved by the Governor in Council under subsection 56.2(6) of the *Canada Transportation Act* on the day on which that subsection comes into force.

Deemed terms and conditions

(2) The undertakings provided by 853350 Alberta Ltd. and Air Canada to the Minister of Transport in the letter referred to in subsection (1) are deemed to be terms and conditions of an order made under subsection 56.2(6) of the *Canada Transportation Act* that relate to national transportation concerns, and the undertakings provided by 853350 Alberta Ltd. and Air Canada to the Commissioner of Competition that are set out in Annex A to a letter from the Commissioner dated December 21, 1999 in respect of the acquisition referred to in that subsection are deemed to be terms and conditions of an order made under subsection 56.2(6) of the *Canada Transportation Act* that relate to potential prevention or lessening of competition.

Deemed affiliates

(3) For the purposes of sections 45 and 61 of the *Competition Act*, Canadian Airlines Corporation, Canadian Airlines International Ltd. and Canadian Regional Airlines Ltd. are deemed to be affiliates of Air Canada in respect of any thing they do after December 21, 1999 and before the earlier of the coming into force of this subsection and the day on which the undertakings referred to in subsection (2) cease to have effect.

« trajet » Trajet emprunté par un service aérien d'une filiale de la Société dans les deux directions entre la tête de ligne et le terminus du service, et qui est effectué entre ces deux points, avec ou sans escale, par le même aéronef.

“trajet”
“route”

19. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 10, de ce qui suit :

10.1 (1) Le projet d'acquisition décrit dans la lettre du 21 décembre 1999 envoyée par la société 853350 Alberta Ltd. et Air Canada au ministre des Transports est réputé être une transaction agréée par le gouverneur en conseil au titre du paragraphe 56.2(6) de la *Loi sur les transports au Canada* à la date d'entrée 15 en vigueur de ce paragraphe.

Assimilation

(2) Les engagements pris envers le ministre des Transports par la société 853350 Alberta Ltd. et Air Canada dans la lettre mentionnée au paragraphe (1) sont réputés être des modalités de l'accord visé au paragraphe 56.2(6) de la *Loi sur les transports au Canada* portant sur des questions relatives aux transports nationaux et les engagements pris par elles envers le commissaire de la concurrence et figurant à l'annexe A de la lettre de celui-ci, datée du 21 décembre 1999, à l'égard du projet d'acquisition visé au paragraphe (1) sont réputés être des modalités de cet accord portant sur l'éventuel empêchement ou diminution de la concurrence.

Assimilation

(3) Pour l'application des articles 45 et 61 de la *Loi sur la concurrence*, les sociétés Canadian Airlines Corporation, les Lignes aériennes Canadien International Ltée et les Lignes aériennes Canadien Régional Ltée sont réputées appartenir au groupe d'Air Canada à l'égard de tout ce qu'elles accomplissent après le 21 décembre 1999 et avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou la cessation d'effet des engagements mentionnés au paragraphe (2), la première en date étant à retenir.

Présomption

If undertakings
cease to have
effect

(4) The Governor in Council may, by order, declare that 853350 Alberta Ltd. and Air Canada are not subject to the terms and conditions referred to in subsection (2) if the undertakings cease to have effect and are not revived in the circumstances described in
 (a) the paragraph entitled “Effective Date” in the letter referred to in subsection (1); and
 (b) undertaking #15, set out in Annex A referred to in subsection (2).

10

Revocation of
deemed
approval

(5) If the Governor in Council makes an order under subsection (4), the deemed approval under subsection (1) is revoked and any certification under paragraph 94(c) of the *Competition Act* in respect of the acquisition referred to in that paragraph ceases to have effect.

R.S., c. A-1

R.S., c. 19
(2nd Supp.),
s. 46(3)

20. Schedule II to the Access to Information Act is amended by replacing the reference to “subsection 29(1)” opposite the reference to “*Competition Act*” with a reference to “subsections 29(1) and 29.1(5)”.

Coming into
force

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

Access to Information Act

(4) Le gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que la société 853350 Alberta Ltd. et Air Canada ne sont pas assujetties aux modalités mentionnées au paragraphe (2) si les engagements cessent d'avoir effet et ne 5 reprennent pas effet dans les circonstances prévues :

- a) soit au paragraphe intitulé « Date d'effet » de la lettre mentionnée au paragraphe (1);
- b) soit à l'engagement #15 figurant dans l'annexe A mentionnée au paragraphe (2).

Cessation
d'effet des
engagements

10

(5) La prise du décret visé au paragraphe (4) entraîne l'annulation de l'accord visé au paragraphe (1) et la cessation d'effet de la 15 certification visée à l'alinéa 94c) de la *Loi sur la concurrence* à l'égard de l'acquisition visée.

Effet du
décret

MODIFICATION CORRÉLATIVE

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

20. Dans l'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information*, la mention « paragraphe 29(1) » placée en regard de « *Loi sur la concurrence* » est remplacée par « paragraphes 29(1) et 29.1(5) ».

L.R., ch. 19
(2^e suppl.),
par 46(3)

COMING INTO FORCE

21. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order 25 of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

21. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates 25 fixées par décret.

Entrée en
vigueur

EXPLANATORY NOTES

Canada Transportation Act

Clause 1: New.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur les transports au Canada

Article 1. — Nouveau.

Clause 2: New.

Article 2. — Nouveau.

Clause 3: Subsections 64(1.1), (1.2) and (4) are new. Subsections 64(2) and (3) read as follows:

(2) A licensee shall not implement a proposal referred to in subsection (1) until the expiration of sixty days after the notice is given or until the expiration of such shorter period as the Agency may, on application by the licensee, specify by order.

(3) In considering whether to specify a shorter period pursuant to subsection (2), the Agency shall have regard to

- (a) the adequacy of alternative modes of public transportation available at or in the vicinity of the point referred to in subsection (1);
- (b) other means by which the point served by the service is or is likely to be served by air; and
- (c) the particular circumstances of the licensee.

Article 3. — Les paragraphes 64(1.1), (1.2) et (4) sont nouveaux. Texte des paragraphes 64(2) et (3) :

(2) Le licencié ne peut donner suite à son projet avant l'expiration des soixante jours suivant la signification de l'avis ou du délai inférieur fixé, à sa demande, par arrêté de l'Office.

(3) Pour décider de l'à-propos d'accorder le délai inférieur, l'Office tient compte de la suffisance des autres modes de transport desservant le point en cause ou les environs, de l'existence ou de la probabilité d'autres liaisons aériennes en provenance ou à destination du point et de la situation particulière du licencié.

Clause 4: Section 66 reads as follows:

66. Where, on complaint in writing to the Agency by any person, the Agency finds that a licensee who is the only person providing a domestic service has imposed an unreasonable basic fare or increase in the basic fare in respect of the service, the Agency may, by order,

- (a) disallow the basic fare or increase;
- (b) direct the licensee to reduce the basic fare or increase by such amounts and for such periods as the Agency considers reasonable in the circumstances; or
- (c) direct the licensee, where practicable, to refund amounts specified by the Agency, with interest calculated in the manner prescribed, to persons determined by the Agency to have been overcharged by the licensee as a result of the increase in the basic fare.

Article 4. — Texte de l'article 66 :

66. Sur plainte écrite à lui faite, s'il estime qu'il n'existe aucun autre service intérieur et que le licencié pratique un prix de base excessif ou a imposé une augmentation excessive du prix de base pour le service, l'Office peut, par arrêté, soit refuser l'augmentation, soit ordonner la réduction du prix de base ou de l'augmentation de la somme pour la période qu'il estime indiquée dans les circonstances et procéder, si possible, à des remboursements sur les excédents imposés. Le cas échéant, il peut, quant au remboursement, préciser les montants, majorés des intérêts calculés de la manière réglementaire, et la qualité des bénéficiaires.

Clause 5: Subsection 67(3) reads as follows:

Article 5. — Texte du paragraphe 67(3) :

(3) The holder of a domestic licence shall not impose any fare, rate or charge for the domestic service offered by it unless the fare, rate or charge is set out in a tariff that has been published or displayed pursuant to subsection (1) and is in effect.

(3) Le licencié ne peut imposer de prix, taux ou frais autres que ceux des tarifs ainsi publiés ou affichés tant que ceux-ci sont en vigueur.

Clause 6: New.

Article 6. — Nouveau.

Clause 7: Section 68 reads as follows:

68. (1) Sections 66 and 67 do not apply in respect of fares, rates, charges or terms and conditions of carriage applicable to a domestic service provided for under a contract between a holder of a domestic licence and another person whereby the parties to the contract agree to keep its provisions confidential.

Article 7. — Texte de l'article 68 :

68. (1) Les articles 66 et 67 ne s'appliquent pas aux prix et conditions contractuels relatifs au service intérieur dont le secret est stipulé dans tout contrat auquel le licencié est partie.

(2) The holder of a domestic licence who is a party to a contract referred to in subsection (1) shall retain a copy of the contract for a period of not less than three years after it has ceased to have effect.

(2) Le licencié est tenu de conserver, au moins trois ans après son expiration, un double du contrat.

Clause 8: The relevant portion of subsection 86(1) reads as follows:

86. (1) The Agency may make regulations

...

(h) respecting traffic and tariffs, fares, rates, charges and terms and conditions of carriage for international service and providing for

- (i) the disallowance or suspension by the Agency of any tariff, fare, rate or charge, and
- (ii) the establishment and substitution by the Agency of any tariff, fare, rate or charge disallowed by the Agency;

Article 8. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 86(1) :

86. (1) L'Office peut, par règlement :

...

h) prendre toute mesure concernant le trafic et les tarifs, prix, taux, frais et conditions de transport liés au service international, y compris le refus ou la suspension de tarifs, prix, taux ou frais et l'établissement de nouveaux tarifs, prix, taux ou frais en remplacement de ceux refusés;

Competition Act

Clause 11: New.

Loi sur la concurrence

Article 11. — Nouveau.

Clause 12: New.

Article 12. — Nouveau.

Clause 13: (2) New. The relevant portion of section 78 reads as follows:

78. For the purposes of section 79, “anti-competitive act”, without restricting the generality of the term, includes any of the following acts:

Article 13, (2). — Nouveau. Texte du passage introductif de l’article 78 :

78. Pour l’application de l’article 79, « agissement anti-concurrentiel » s’entend notamment des agissements suivants :

(3) New.

(3). — Nouveau.

Clause 14: New. The relevant portion of section 94 reads as follows.

94. The Tribunal shall not make an order under section 92 in respect of

Article 14. — Nouveau. Texte du passage introductif de l'article 94 :

94. Le Tribunal ne rend pas une ordonnance en vertu de l'article 92 à l'égard :

Clause 15: New.

Article 15. — Nouveau.

Competition Tribunal Act

Clause 16: Subsection 11(1) reads as follows:

11. (1) The Chairman of the Tribunal, sitting alone, or a judicial member designated by the Chairman, sitting alone, may hear and dispose of applications for interim orders under subsection 100(1) or 104(1) of the *Competition Act* and any related matters.

Loi sur le Tribunal de la concurrence

Article 16. — Texte du paragraphe 11(1) :

11. (1) Le président, siégeant seul, ou un juge désigné par le président et siégeant seul, peut statuer sur les demandes d'ordonnance provisoire présentées en application du paragraphe 100(1) ou 104(1) de la *Loi sur la concurrence* ainsi que sur toute question s'y rattachant.

Air Canada Public Participation Act

Clause 17: (1) The relevant portion of subsection 6(1) reads as follows:

6. (1) The articles of continuance of the Corporation shall contain

(a) provisions imposing constraints on the issue, transfer and ownership, including joint ownership, of voting shares of the Corporation to prevent any one person, together with the associates of that person, from holding, beneficially owning or controlling, directly or indirectly, otherwise than by way of security only, voting shares to which are attached more than ten per cent of the votes that may ordinarily be cast to elect directors of the Corporation, other than votes that may be so cast by or on behalf of the Minister;

(b) provisions imposing constraints on the issue, transfer and ownership, including joint ownership, of voting shares of the Corporation to prevent non-residents from holding, beneficially owning or controlling, directly or indirectly, otherwise than by way of security only, in the aggregate voting shares to which are attached more than twenty-five per cent of the votes that may ordinarily be cast to elect directors of the Corporation, other than votes that may be so cast by or on behalf of the Minister;

(c) provisions respecting the counting or prorating of votes cast at any meeting of shareholders of the Corporation and attached to

Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada

Article 17, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 6(1) :

b. (1) Les clauses de prorogation de la Société comportent obligatoirement :

a) des dispositions qui imposent des restrictions sur l'émission, le transfert et la propriété, ou copropriété, d'actions avec droit de vote de la Société afin d'empêcher toute personne, de concert avec des personnes avec qui elle est liée, d'être la détentrice ou la véritable propriétaire ou d'avoir le contrôle, directement ou indirectement, autrement qu'à titre de garantie seulement, d'actions avec droit de vote conférant plus de dix pour cent des droits de vote qui peuvent normalement être exercés pour l'élection des administrateurs de la Société, à l'exception des droits de vote pouvant être exercés par ou pour le ministre;

b) des dispositions qui imposent des restrictions sur l'émission, le transfert et la propriété, ou copropriété, d'actions avec droit de vote de la Société afin d'empêcher des non-résidents d'être les détenteurs ou les véritables propriétaires ou d'avoir le contrôle, directement ou indirectement, autrement qu'à titre de garantie seulement, d'une quantité totale d'actions avec droit de vote qui confèrent plus de vingt-cinq pour cent des droits de vote qui peuvent normalement être

voting shares of the Corporation that are held, beneficially owned or controlled, directly or indirectly, by non-residents so as to limit the counting of those votes to not more than twenty-five per cent of the total number of votes cast by shareholders at that meeting;

exercés pour l'élection des administrateurs de la Société, à l'exception des droits de vote pouvant être exercés par ou pour le ministre;

c) des dispositions régissant le compte ou la répartition au prorata des votes exercés à une assemblée de ses actionnaires et attachés à ses actions avec droit de vote qui sont détenues ou contrôlées — directement ou indirectement — par des non-résidents ou qui sont la véritable propriété de ceux-ci, de manière à limiter la proportion de ces votes à vingt-cinq pour cent du nombre total des votes exercés à cette assemblée;

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 18: New.

Article 18. — Nouveau.

Clause 19: New.

Article 19. — Nouveau.



Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid Port payé

Lettermail **Poste—lettre**

03159442

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canadian Government Publishing

45 Sacré-Coeur Boulevard,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:

Les Éditions du gouvernement du Canada

45 Boulevard Sacré-Coeur,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9